



Félicien Wilfried DIABELO KIVOUVOU

Economiste – Manager

dwilfried@voila.fr

Brazzaville – Congo

LETTRE OUVERTE

A

Monsieur le Président de la République
du Congo-Brazzaville,
Brazzaville

Monsieur le Président,

Au moment où je prends la lourde initiative d'officialiser la présente démarche, j'ai l'espoir que vous saisissez le sens profond de la portée d'un message que j'écris avec le seul désir d'attirer votre attention sur les aspirations d'un peuple qui souffre en silence, inquiet quant à son avenir, résigné dans la pauvreté, mais en ébullition tel un volcan dormant qui, peut-être enfin, a atteint sa phase de maturation.

J'ai la faiblesse de croire que la responsabilité liée à la haute charge que vous exercez à la tête de notre pays vous a fait prendre conscience de ce que la nation congolaise est et demeure le rêve de quatre millions d'âmes, toutes, aspirant chacune selon ses moyens et ses capacités à y apporter une pierre aussi modeste soit-elle, pour son édification.

J'estime que le recul qui est le vôtre aujourd'hui, avec le temps passé au centre du pouvoir d'Etat vous a permis de comprendre que le projet Congo ne peut être l'apanage d'un individu ou d'un groupe d'individus, fut-il bien inspiré et quelque soit le génie réel ou supposé qui puisse leur être prêté. Toutes les expériences à travers l'histoire des peuples et des civilisations prouvent à suffisance la relative pertinence des modèles d'organisation, des choix de politiques économiques et sociales et de la limite humaine malgré la tentation des uns ou des autres à vouloir incarner la science infuse dans un monde complexe en perpétuel mouvement.

Monsieur le Président,

L'actualité m'emmène à aborder, pour commencer, un sujet qui taraude les esprits de nombreux congolais. Je veux vous faire une confidence que vos courtisans n'auront hélas jamais le courage d'assumer. Ils sont de plus en plus nombreux, parmi les congolaises et les congolais qui souhaitent et pensent que la chute de votre régime est plus que probable dans un avenir qui ne saurait être long. Le peuple excédé rumine les possibilités d'une rupture dont il scrute l'étincelle qui en sera le déclencheur.

Vous feriez donc œuvre utile en annonçant, dès à présent et sans ambiguïté, que pour la fin de votre mandat qui court jusqu'en 2016, vous vous engagez solennellement à ne point envisager une révision constitutionnelle, dans le seul but de vous maintenir au pouvoir.

Faites le choix de consulter dans les meilleurs délais, les forces vives de la nation, les personnalités les plus respectables de la société civile, pour convenir avec elle des conditions optimales d'une gestion consensuelle de votre fin de mandat au moyen d'un réglage institutionnel devant garantir l'organisation en 2016 d'une présidentielle digne d'un Etat de droit.

Alors, dans ces conditions, je défendrais personnellement, le cas échéant, en ce qui vous concerne, un statut particulier d'ancien Chef de l'Etat, voire, sous certaines conditions une amnistie pour des faits qui pourraient vous être reprochés, afin de vous garantir une retraite paisible dans votre pays parmi vos compatriotes.

Sans quoi, l'Afrique aura là, encore une fois, raté une occasion de montrer à la face du monde, sa capacité à vaincre ses démons et à trouver par elles-mêmes des solutions sages à ses problèmes pour l'honneur de ses dirigeants et de ses peuples.

Monsieur le Président,

Le Congo des villages et des bidonvilles est cerné par des pauvretés hallucinatoires et intenable, véritables exigences de changements.

Le mal s'est aggravé, irradiant tous les groupes sociaux de notre pays : le politique « embourgeoisé », l'homme ou la femme d'affaires « impénitent », la jeunesse « obéissante et mendicante », la maitresse « légitimée » ; autant de nouvelles figures héroïsées du Congo contemporain où tout se déploie aux antipodes de la vertu et du principe communautaire.

Monsieur le Président,

Je fais partie d'une génération qui n'a pas eu le privilège de caresser le rêve d'un Congo mère-patrie ayant créé les conditions d'un ascenseur social fluide assurant à la jeunesse une insertion progressive à tous les niveaux de la vie sociale, économique et politique sans heurt, comme cela nous avait été promis par vous, nos aînés, depuis l'accession de notre pays à la souveraineté internationale.

Vous avez sans doute de bonnes raisons de considérer que vous avez tout donné à ce pays, et je vous accorde le droit de défendre votre compréhension de notre évolution commune que vous avez, du reste, très largement influencée avec en cumulé 28 ans de magistrature suprême.

Mais, en citoyen libre, je revendique aussi le droit de dire, non sans regret, ce que je considère comme autant de raisons qui sont à l'origine de nombreuses malaises dans notre société et que je tiens pour évidences, à l'écart des controverses partisans :

- (i) notre pays se trouve être encore empêtré dans une pauvreté endémique en contraste avec le potentiel des richesses naturelles qu'il regorge ;
- (ii) le gouvernement dont vous êtes le chef, est sans réponses adaptées face au chômage massif des jeunes qui, pour une bonne part ne connaîtront jamais plus dans leur vie, une expérience professionnelle digne d'intérêt ;
- (iii) notre milieu de vie, que la généreuse nature a doté d'immenses possibilités manque étonnamment et désespérément de l'eau potable pour tous, de l'électricité au service du développement, des tables bancs dans les écoles pour les enfants de ceux qui ne peuvent pas les envoyer à l'étranger ;
- (iv) nos autorités sont impuissantes devant ses fils et filles malades, sans sécurité sociale, avec des hôpitaux devenus simplement des sanctuaires de la mort et de la désolation ;
- (v) notre société, berceau des injustices insupportables expose les plus faibles, plus nombreux, à l'humiliation permanente ; tous les abus de pouvoir sont entrés dans les mœurs et érigés simplement en règles de gouvernance ;
- (vi) notre administration publique, dont la corruption des élites et des dirigeants tient lieu de lubrifiant à un système politique totalement sclérosé, tire tout le pays vers le bas ;
- (vii) les villes de Brazzaville et Pointe-noire, pour ne citer que celles-là, demeurent de gigantesques bidonvilles, et n'offrent toujours pas cette qualité de vie digne de villes capitale et économique d'un pays qui aspire à l'émergence d'ici à une décennie ;
- (viii) notre cohabitation, caractérisée par une dérive ethnique, vire de temps à autre à des conflits inutiles souvent instrumentalisés par les dirigeants peu scrupuleux en mal de vision et en déficit chronique de culture démocratique, etc... et j'en passe.

Telle est la triste réalité devant laquelle personne, parmi les congolaises et les congolais, vous-même en premier, ne saurait se dérober.

Telle a été la patience du Peuple congolais qui aujourd'hui et maintenant, si tant est, puis-je m'autoriser à m'exprimer en ses lieu et place, impose la nécessité de faire évoluer radicalement le contexte politique, avec lui ses dirigeants, ses institutions, ses pratiques, sa conception de l'Etat pour une République Nouvelle au service des citoyens, de la cause Africaine et de la dignité des Peuples Noirs ; une République Solidaire, Fraternelle, Juste, et véritablement Démocratique.

Le Congo peut se sortir de cette situation si vous lui offrez un avenir différent, avec le concours de toutes celles et tous ceux qui lui portent une sincère affection.

Monsieur le Président,

Ma démarche est un engagement, une profession de foi, un devoir républicain en ceci qu'il exprime une aspiration légitime, un état d'esprit qui tire sa substance de la haute valeur morale, de l'éthique et du sens patriotique.

La finalité de cette approche à la fois politique du point de vue de son déterminisme, et philosophique de par son socle de principes moraux et humanistes, est l'Homme, en tant que vecteur de conscience pour la liberté, et mieux la Conscience incarnée.

L'idéal républicain pour l'édification d'un Congo viable, structuré et solide par ses Institutions, est l'unique voie de l'Egalité Vraie des citoyens devant la loi et le droit, de la Liberté féconde pour l'émergence d'une culture de la responsabilité citoyenne, creuset de la manifestation du sentiment Fraternel nourri à travers les âges et l'épreuve du temps.

La Nation Congolaise est appelée à jouer un rôle de premier plan pour l'émergence d'une Identité Africaine porteuse d'Humanité. Les Congolaises et les Congolais, pour en être dignes doivent briller par l'exemple de leur comportement dans l'Unité, le Travail et le Progrès, comme le suggère notre devise.

Monsieur le Président,

Je fais partie d'une chaîne de Consciences Libres qui s'inscrit dans un dessein continental et universel en ce qu'il doit porter toutes les espérances d'une Afrique Unie et Progressiste, membre à part entière de la Planète Terre, dans le cadre d'une relation décomplexée avec tous ses voisins.

Notre pays concentre tant de grands esprits, des talents, des traditions et des cultures ancestrales si riches qui, bien gérées à l'usage, peuvent nous permettre d'élever au rang de la vertu :

- (i) La Sagesse qui commande de **promouvoir le changement dans la Paix**.
- (ii) La Raison qui elle impose de **s'engager résolument pour le changement Responsable**.
- (iii) Le Patriotisme qui seule, bien au dessus des contingences ethniques, tribales et régionales, transcende ces particularismes primaires sources de division artificielle, et suggère de **conduire le changement dans l'Unité**.

Monsieur le Président,

Je crois en la possibilité d'un Changement dans la Paix,

Oui, en effet, nul ne peut se prévaloir de tenir à lui seul les ressorts sur lesquels se construisent les fondements de la Paix, elle-même caractéristique du genre humain dont l'aspiration au progrès suppose la maîtrise du temps moyen et long dans un environnement sécurisé, stable et organisé.

Toutes les civilisations qui ont porté des nations et des peuples au firmament de la grandeur de l'humain témoignent de cette quête permanente dont l'équilibre souvent instable requiert de la part des élites, des leaders et des dirigeants un génie tout à fait exceptionnel.

La Paix n'est pas synonyme d'absence d'état de guerre. Elle est un indicateur de synthèse qui met en évidence l'interaction structurelle complexe des forces matérielles et immatérielles découlant tout à la fois de la propension de l'économie nationale à créer des richesses et des emplois valorisant le travail des hommes et des femmes laborieux, la qualité de vie des populations, leur pouvoir d'achat, l'accès au logement, la libre circulation des personnes et des biens, le sentiment d'appartenance à une entité nationale qui garantie l'égalité des citoyens devant la loi, la liberté de penser et d'entreprendre, le respect de la dignité de chacun et de tous, l'impartialité de la justice, la reconnaissance du mérite ainsi que le culte de l'excellence.

Monsieur le Président,

Je suis persuadé que le Congo est capable d'un Changement Responsable.

Peut-être, existe-t-il ou a-t-il dû exister, dans notre histoire, des circonstances particulières et difficiles pouvant faire douter de notre capacité individuelle voire collective de réalisation d'un destin harmonieux. Mais, il n'est de fatalité qui réduise la volonté de l'Homme à un désespoir insurmontable.

Ce sont les acteurs de la vie sociale et politique qui ne sont pas souvent à la hauteur de la tâche.

De tous les bilans tirés de la condition des peuples d'Afriques tant du point de vue des aspects matériels de notre existence que de celui de l'état de notre conscience morale et intellectuelle, il est une constante qui ne se dément pas ; l'absence chronique du sens de responsabilité.

Le changement responsable est possible dès lors que les congolaises et les congolais s'accordent à remettre en question leur manière d'exercer le pouvoir d'Etat et la relation de chacun avec la société, avec la loi et avec autrui.

Le changement qu'il nous faut immédiatement mettre en œuvre pose des exigences en rapport avec la responsabilité :

- (iv) de l'acteur politique en tant que garant de l'intérêt général, mais aussi et surtout comme modèle identificatoire, source d'inspiration pour l'émergence d'une société fondée sur les nobles valeurs ;
- (v) du citoyen conscient du pouvoir souverain primaire dont il est l'incarnation, prompt à promouvoir la liberté absolue de conscience, ultime rempart pour la défense de l'Etat de droit ;
- (vi) devant le péril environnemental qui impose à nous africains le devoir de partage de notre vision plus spirituelle et animiste au service d'une civilisation capitaliste décadente basée essentiellement sur la culture du profit et de l'accumulation effrénée des biens matériels.

Monsieur le Président,

Nous n'avons pas d'autres choix que d'organiser ce Changement dans l'Unité,

Dès lors que la paix véritable et les mécanismes de la responsabilité sont institués et observés, l'Unité nationale est un objectif accessible.

Les mariages par exemple, le brassage à l'école sur l'ensemble du territoire national illustrent, entre autres réalités, que les congolaises et les congolais de toutes les langues, de toutes les ethnies, de toutes les tribus, de tous les villages, de toutes les régions administratives, de toutes les conditions sociales, ont franchi les barrières sociologiques, les particularismes culturels, les clivages confessionnels, les préférences artistiques, les habitudes alimentaires, les goûts vestimentaires, et bien plus.

Tout ceci n'ayant pu constituer des motifs sérieux de friction ou de déchirement.

D'où vient-il alors, lorsque la politique se mêle de notre existence, que les Kongo ne rêveraient que d'exterminer les Mbochis, les Kouyous considéreraient les Tékés inaptes à gouverner, les Vilis regarderaient les Yombés comme des esclaves... Toutes ces absurdités, résultant de clichés dont se nourrit une certaine classe dirigeante rompue à la pratique perverse du pouvoir pour combler l'absence d'une offre politique sérieuse et crédible.

Le Congo mérite mieux que des caricatures déshonorantes donnant l'image d'une Afrique dont les peuples restent largement tributaires des identités primaires, à l'origine de rejets artificiels.

De tels motifs ont contribué à précipiter et à approfondir les crises dans l'un des pays –potentiellement– les plus riches de la terre.

Voilà qui explique la sévérité des jugements portés sur vous.

Monsieur le Président,

Dans la mesure où vous pouvez encore entendre raison, vous avez l'opportunité d'anticiper sur le cours des événements et de prendre l'option de vous aménager une sortie honorable. Notre pays et son peuple en seront fiers.

Pour ma part, et pour être franc avec vous, Monsieur le Président, au cas où mes attentes ne sont pas pris en compte, je me suis préparé à soutenir pour l'honneur et la dignité de tous mes compatriotes, toute forme de remise en cause du régime politique dont vous êtes le garant, pour autant que ladite remise en cause soit pacifique et assure à toutes et à tous une meilleure visibilité de notre avenir.

Très haute Considération.

Publiée à Brazzaville, le 11 mai 2013.

F. Wilfried D. KIVOUVOU